

*Article 31 du Règlement***L'AGRICULTURE**

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, cela fait depuis 1985 que le gouvernement nous promet chaque année de mettre sur pied un programme d'aide aux agriculteurs sinistrés. Mais il ne fait aucune mention d'un tel programme dans la législation sur l'assurance-récolte qu'il a présentée le mois dernier. Il ne semble pas non plus avoir engagé des discussions sérieuses avec les provinces. On s'est contenté de programmes ponctuels ces derniers temps pour aider les victimes de la sécheresse et des inondations.

Je prie le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Alberta de venir immédiatement à la rescousse des agriculteurs de la région de la rivière de la Paix dont les récoltes sont enfouies sous la neige.

Je sais qu'une telle intervention coûtera de l'argent et que les conservateurs veulent réduire leurs dépenses agricoles. On a déjà réduit le remboursement de la taxe sur le carburant, les dépenses au titre de la recherche et le fonds de l'assurance-récolte. Il n'y a plus de double prix pour le blé ni d'avances de fonds sans intérêts. Et il n'y a plus de programme spécial portant sur les grains même si les États-Unis redoublent d'efforts pour faire tomber le cours des céréales dans le monde.

Environ 300 000 acres de cultures sur pied sont sous la neige dans le nord de l'Alberta. Certaines pourraient être encore sauvées, mais les agriculteurs perdront tous beaucoup d'argent pour les récupérer à cause de la pluie et de la neige. Le gouvernement doit donc leur venir en aide dès maintenant.

* * *

[Français]

LA FONDATION CANADIENNE RÊVES D'ENFANTS

M. Marcel R. Tremblay (Québec-Est): Monsieur le Président, en novembre dernier, j'ai eu le plaisir de visiter l'organisme bien connu qu'est La Fondation canadienne rêves d'enfants, à Québec, qui a son siège social dans ma circonscription.

J'avoue, monsieur le Président, que j'ai été touché de voir comment certaines personnes pouvaient concrétiser des rêves merveilleux pour nos enfants qui sont atteints de maladies incurables et ce, avec un minimum de ressources financières.

Réaliser tous ces rêves n'est pas chose facile. Cela demande beaucoup d'amour, de dévouement et de détermination. Ce résultat est l'aboutissement d'un travail acharné de bénévoles pour nos chers enfants en perte d'autonomie. Vous savez, monsieur le Président, person-

ne n'est à l'abri des besoins essentiels, surtout pas les enfants.

Je tiens à féliciter les initiateurs de cette machine de rêves, Edith et Pierre Letarte, pour la chaleur et le réconfort qu'ils offrent à ces enfants, et par ricochet, à leurs parents.

Je termine donc, monsieur le Président, en encourageant ceux et celles qui ont quelques heures à leur consacrer, et aussi bien sûr quelques dollars, à le faire de tout coeur afin que ce rêve devienne un peu le leur.

* * *

[Traduction]

LA ROUMANIE

Mme Barbara Greene (Don Valley-Nord): Monsieur le Président, je suis revenue depuis peu d'un voyage en Roumanie parrainé par l'Unitarian Universalist Church. Nous avons trouvé là-bas un peuple courageux bien déterminé à faire en sorte que les milliers de personnes qui se sont sacrifiées, afin de renverser le régime sadique et corrompu de Ceausescu, ne soient pas mortes en vain.

Les Roumains ont besoin de notre aide pour reprendre leur place dans le monde dont ils ont été exclus. Dans aucun autre pays de l'Est, les gens n'ont souffert autant et n'ont été privés à ce point des droits fondamentaux de tout être humain.

J'exhorte vivement le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le Cabinet à offrir une aide généreuse aux Roumains et au gouvernement provisoire dans la mise en oeuvre de leur programme en dix points.

Nous devrions également préciser clairement que l'aide à long terme et les relations commerciales seront assujetties à la mise en oeuvre d'un régime démocratique et à l'adhésion aux traités internationaux sur les droits de la personne.

* * *

LES DROITS DE LA PERSONNE

Mme Beryl Gaffney (Nepean): Monsieur le Président, hier soir, j'ai rencontré 75 exilés iraniens qui participent à l'heure actuelle à une grève mondiale de la faim, afin de protester contre les violations des droits de la personne en Iran et ce, au moment même où le représentant des Nations Unies, M. Pohl, fait enquête en Iran sur des accusations concernant des cas généralisés de torture et d'exécution de prisonniers politiques.

Plus de 90 000 prisonniers politiques iraniens, et notamment des adolescents, auraient été exécutés au cours des huit dernières années. L'année dernière seulement, une exécution massive a entraîné la mort de 12 000 personnes.